



Le 10 décembre 2019

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE SEBASTIEN JUMEL, CELINE BRULIN,
JEAN-PAUL LECOQ, HUBERT WULFRANC**

**Monsieur le Premier ministre, retirez votre projet et ouvrez
de véritables négociations pour améliorer la retraite**

Nous appelons solennellement le gouvernement à retirer son projet et à ouvrir de véritables négociations pour améliorer les retraites tout en conservant le système par répartition. S'il existe un « Acte 2 du quinquennat », alors celui-ci doit chercher à ramener la paix sociale en France par une politique qui réduit les inégalités sociales, fiscales et territoriales.

Aujourd'hui encore, en Seine-Maritime, en Normandie et partout en France le projet de réforme des retraites porté par le président Macron et le gouvernement d'Edouard Philippe mobilise contre lui une grande partie des salariés du privé, du public, des retraités et du mouvement syndical de ce pays, qu'ils soient dans les cortèges, sur les piquets de grève ou en solidarité avec la grève et les manifestations.

Près des deux tiers de nos concitoyens perçoivent que depuis des mois l'exécutif tricote une contre-réforme qui vise à mettre à bas un modèle de solidarité intergénérationnelle fondé sur le principe de répartition, qui, même s'il a été abîmé depuis 25 ans par une succession de mesures régressives, demeure une référence dans le monde entier.

Nos concitoyens ont compris que le projet Delevoye, quelle que soit la manière dont le gouvernement d'Edouard Philippe et sa majorité en assurent le service avant-vente promettant des avancées pour telle ou telle catégorie de salariés souvent au mépris de la vérité, aura pour effet de diminuer dans les prochaines années, le niveau des pensions garanties solidairement et collectivement et d'encourager chacune et chacun à se constituer individuellement une retraite complémentaire par capitalisation.

Les autres vivent petitement

A ce jeu, ceux qui en ont les moyens auront de bonnes retraites, quant aux autres, issus des classes populaires et moyennes, ils vivront petitement. Le secteur bancaire et celui des assurances ont déjà fait leurs calculs : ils escomptent, grâce à cette réforme inspirée du dogme libéral - « à chacun selon ses moyens » -, drainer vers eux une nouvelle épargne, profitant d'une part des revenus de ceux qui auront les moyens de s'aménager leur retraite au soleil. Et si le monde de la finance se garde bien d'applaudir trop fort au projet Delevoye, c'est pour ne pas gêner Macron et le gouvernement dans leur tentative de ripoliner en rose un projet sombre.

Un projet profondément injuste et inégalitaire qui prolonge et amplifie dans la retraite les inégalités de revenus qui existent déjà dans le monde du travail et qui plus encore

qu'aujourd'hui gravera dans le marbre les inégalités d'espérance de vie en bonne santé.

Un projet qui fragilisera la réversion et dont les premières victimes seront à terme les femmes. Les Françaises et les Français ont compris que le fameux « 1 euro cotisé, 1 euro perçu » est un miroir aux alouettes. A partir du moment où la population en âge d'être à la retraite augmente du fait de l'évolution démographique, à partir du moment où on limite de manière arbitraire à 14% de la richesse produite dans notre pays l'enveloppe consacrée au financement de la retraite, il y aura plus de perdants que de gagnants! L'augmentation du PIB annoncée pour 2050 semble nier la transition écologique.

Le projet libéral de trop

Après le détricotage en règle du droit du travail, celui de notre service public ferroviaire, les attaques contre les APL, une réforme du lycée qui accentue les inégalités, la réduction des services publics, l'absence de réponse à la crise de l'hôpital et de notre système de santé, après le coup porté à l'assurance chômage dont 700 000 demandeurs d'emploi vont payer le prix, le développement du travail précaire... Les Françaises et les Français ont compris que ce projet de remise en cause du système de retraites par répartition, dont la France a fait le choix, était le projet libéral de trop. Le projet de celui qui a libéré les plus riches de l'ISF dès le début de son mandat, qui leur a permis de s'enrichir plus encore avec la Flat Tax, de celui qui n'est pas surnommé pour rien le « Président des riches ». Les Françaises et les Français ont compris, à travers les encouragements que lui prodigue la Commission européenne, que ce texte s'écrivait à Bruxelles, que les libéraux du Traité européen en tiennent la plume avec leur obsession du recul de l'Etat et des politiques solidaires. Mais les Françaises et les Français ne veulent pas, comme ils se sont fait piquer leur vote de 2005, se laisser voler leur système de retraite.

Devant l'ampleur du rejet de la réforme Delevoye, nous appelons solennellement le Gouvernement à avoir la sagesse de retirer son projet et à ouvrir de véritables négociations pour améliorer et rendre plus lisibles les retraites tout en conservant le système de la répartition. La question n'est pas financière : les économistes savent qu'en réduisant les écarts de salaires entre les femmes et les hommes on trouverait à répondre au besoin de financement du système de retraites. Ce n'est qu'un exemple. La question relève d'un choix de société, elle ne peut se régler contre les Français.

Depuis deux ans et demi, l'exécutif de ce pays pousse régulièrement une partie des Françaises et des Français dans la rue. Par sa politique, il divise le pays.

S'il existe quelque part ailleurs que dans la tête des communicants de l'Elysée un véritable « Acte 2 du quinquennat », alors celui-ci doit chercher à ramener la paix sociale en France par une politique qui réduit les inégalités sociales, fiscales et territoriales.